

L'histoire s'est arrêtée à Montréal

La métropole québécoise vient d'accueillir le dix-huitième congrès international des sciences historiques. Des milliers de spécialistes, des débats souvent vifs. Compte rendu d'une semaine foisonnante.

Une centaine de séances, près de deux mille trois cents historiens venus de soixante-dix neuf pays: le congrès international des sciences historiques, dont la dix-huitième session s'est tenue à Montréal du 27 août au 3 septembre 1995, constitue assurément la plus grande convention d'une discipline dont les chercheurs les plus pointus ont tendance à préférer les colloques «fermés» ou confidentiels. Organisée par le Comité international des sciences historiques - le président en est l'Anglais Theo Barker et le secrétaire général le Français François Bédarida, ancien directeur de l'Institut d'histoire du temps présent -, cette manifestation a lieu, en principe, tous les cinq ans, depuis sa première convocation à Paris, en 1900. Les deux langues officielles parlées au congrès demeurent le français et l'anglais - même si la langue de Shakespeare y domine largement les débats, y compris au cœur d'un Québec à quelques semaines à peine d'un référendum sur la souveraineté.

Une telle concentration de savoir et de chercheurs, dans les domaines les plus divers, ne va pas sans les déformations d'usage: surreprésentation de courants historiographiques «installés» mais pas nécessairement en pointe dans les pays d'origine, défection, excusées ou non, de «vedettes», risque, par simple inscription au programme, de consécration de monopoles épistémologiques au niveau international et marginalisation des historiens contestataires... Les débats se doublent, par ailleurs, d'une bataille de couloir particulièrement acharnée - et politique - pour la désignation du prochain siège: pour l'an 2000, c'est Oslo qui a été choisie, de préférence à Jérusalem, Canberra et Pékin.

Pourtant, le congrès de Montréal ne s'en est pas moins révélé une excellente photographie, sinon des tendances épistémologiques les plus avant-gardistes, du moins des courants en cours de reconnaissance par les institutions. Il a, comme on le verra plus loin, ouvert ses tribunes à des approches historiographiques à la fois très contemporaines et très contestées, les études féministes par exemple. En outre, les organisateurs n'ont pas hésité à confier la responsabilité de moments importants à des jeunes chercheurs, étoiles montantes de l'univers historiographique international: pour la France, Nicolas Rousselier, de l'Institut d'études politiques de Paris, sur la nation, ou Catherine Darbo-Preschanski, du CNRS, sur la cité grecque.

De l'État-Nation...

Effet d'actualité: la réflexion sur la nation, le peuple et des identités aura été l'un des thèmes majeurs de la rencontre de Montréal. La nation, cet objet naturel de l'historiographie de jadis, dont les historiens du XIX^e siècle croyaient assumer la charge de déployer la mémoire et l'unité, semble revenue au foyer des préoccupations historiographiques, tout en devenant plus opaque. Les modèles, plus ou moins d'inspiration marxiste, élaborés il y a dix ou vingt ans, à une époque qui, comme l'a rappelé François Bédarida, était, jusqu'en 1981, une période de basses eaux pour le nationalisme, paraissent désormais insuffisants pour décrire l'histoire d'un phénomène en plein essor.

Pour beaucoup d'historiens, en effet, la nation ne peut plus être considérée comme le résultat d'une «invention de traditions» masquant la mondialisation en cours du capitalisme, comme le suggère Eric Hobsbawm(1), ni le produit mécanique d'un stade avancé de l'industrialisation, requérant une langue et une éducation communes - c'est-à-dire une homogénéité nationale, comme le pense Ernest Gellner(2). D'autres approches doivent au moins compléter les théories qui persistent à penser la nation

comme une réalité transitoire. Faut-il considérer, comme Marc Bloch, le cofondateur de l'école des *Annales*, qu'il existe une conscience nationale dès le Moyen Âge? Ou se ranger à l'opinion la plus courante, qui ne la voit naître qu'avec la Révolution française?

Pour Hedva Ben Israël, de l'Université hébraïque de Jérusalem, l'attrait toujours actuel du nationalisme doit s'expliquer par ses fondements psychologiques. Quand la religion perd son emprise sur les consciences, le caractère consolant de l'éternité qu'on prête à la communauté humaine réunie en nation n'en reçoit-il pas une force accrue? Encore convient-il de s'accorder sur ce que l'on entend par nation. Pour l'historien tchèque Miroslav Hroch, les paradigmes traditionnels français ou anglais, auxquels on avait coutume de rapporter systématiquement l'étude des nations, sont désormais dépassés. Après tout, pourquoi lier la nation à la constitution d'un État unificateur et centralisé? Pourquoi ne pas voir dans une fédération, les Provinces-Unies du XVII^e siècle par exemple, le premier des États-nations au sens contemporain du terme?

N'est-il pas d'ailleurs temps de désassembler ce couple traditionnel que forment la nation et l'État? Une fois encore, l'actualité des empires qui s'effondrent et des nations qui se désintègrent pousse l'historien à découvrir des généalogies nouvelles pour des nations d'un genre nouveau. La pression de l'actualité, on la sentait sourdre dans l'intervention du Canadien Cornelius Jaenen, cherchant à décrire les liens d'alliance et non de sujétion établis entre la monarchie française et les nations aborigènes de l'actuel Canada; façon comme une autre de «contextualiser» les débats en cours dans la «Belle Province», où les revendications des «autochtones» sont régulièrement opposées aux nationalistes québécois par les partisans de la Fédération. De ce processus de décomposition de certains États-nations, la lecture est parfois optimiste. Après tout, s'interroge Jean Stengers, de Bruxelles, qui peut dire si l'actuelle «déconstruction» d'un État belge, unitaire lors de sa formation en 1830, ne garantit pas sa survie? À condition que la vie nationale repose sur des compromis, voire un «bricolage» (l'expression a été utilisée par maints intervenants). À l'image de ce que pourrait être, demain, une Union européenne ayant renoncé, pour toujours, à l'utopie «européaniste» des années 20 - évoquée par Nicolas Rousselier - d'une patrie européenne homogène...

Si les historiens n'ont pas véritablement proposé de définition claire de la nation, aucun n'a eu recours, et c'est heureux, à des déterminations d'ordre racial ou biologique. Catherine Coquery-Vidrovitch, de l'université Paris-VII, a, pour sa part, critiqué la notion d'«ethnie» appliquée parfois par les historiens pour décrire la situation politique régissant dans l'Afrique précoloniale. Certains passés ethniques sont, dit-elle, de pures et simples reconstructions. Ainsi celui des Zoulous de l'Inkhata, mouvement apparu dans l'élite protestante de l'Afrique du Sud des années 20, qui s'est réinventé un passé «tribal» (ce qui n'exclut, bien entendu, ni la force ni la réalité présente de cet attachement). En fait, l'Afrique précoloniale offre bel et bien le tableau de nations en formation - sous la forme de théocraties militaires. Formation dont la conquête européenne a plus interrompu le cours qu'elle ne l'a favorisé.

L'objet de l'historien, même s'agissant de la nation, est donc de moins en moins un passé dont les contours coïncident avec les frontières-lignes. De cette mutation, bien loin d'être achevée ni générale, et qui n'est pas non plus un simple retour à la «longue durée» telle que l'entendaient Fernand Braudel et l'école des *Annales*, ce dix-huitième congrès des sciences historiques de Montréal a été l'illustration. Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'avec la nation deux des trois grands thèmes majeurs en débat aient été éminemment «transnationaux»: l'histoire des femmes, l'histoire des diasporas.

...À l'histoire des femmes...

Les *gender studies*, que l'on peut traduire par «études féministes» ou histoire vue sous l'angle de la différence sexuelle - de façon assez significative, le terme n'a pas d'équivalent exact en français -, se sont, en quelques années, imposées comme l'une des tendances majeures de l'historiographie, même si l'essentiel des universitaires qui se rattachent à ce courant se recrute encore en Amérique du Nord. Pourtant, observait l'historienne canadienne Yolande Cohen, si la *gender history* est de mieux en mieux tolérée, ses ambitions déclarées sont autres. Il s'agit moins de se faire accepter comme une problématique historique en vogue que de bouleverser l'histoire elle-même. Les enjeux exprimés sont souvent d'une dimension, généralement politique, qui dépasse les limites du savoir historique. Pour Joy Parr, par exemple, autre historienne canadienne, il faut aboutir à la démonstration du caractère historiquement construit - plutôt que biologiquement donné - des catégories d'«homme» et de «femme».

Le résultat est loin d'être acquis. D'ailleurs, malgré la consécration officielle que conférait aux *gender studies* leur présence au congrès, la séance qui leur fut réservée a été le théâtre d'une autocritique radicale, et, disons-le, exemplaire pour la profession. Deux tabous étaient particulièrement visés: celui qui consiste à aborder l'histoire des femmes systématiquement sous l'angle de l'oppression et celui, plutôt le fait des historiens conservateurs, qui considère la dimension nationale du regard historique comme «naturelle». Ce n'est pas un hasard si l'histoire des guerres et des conflits, événements transnationaux s'il en fût, offre à l'histoire féministe un terrain d'analyse particulièrement propice.

Pour l'historienne française Françoise Thébaud - qui lance, cet automne, une revue intitulée *Clio, Histoire, femmes et sociétés* aux Presses universitaires du Mirail -, s'il n'est pas question de récuser en bloc l'influence de la guerre, notamment de la Deuxième Guerre mondiale, sur l'émancipation des femmes, celle-ci doit être au moins relativisée, d'autant plus que l'acquisition du droit de vote n'en marque nullement le terme. Karen Hagemann, de l'Université technique de Berlin, va plus loin en montrant à propos du conflit engagé par la Prusse contre Napoléon, en 1813, la nature foncièrement conservatrice de la guerre. En «héroïsant» l'homme, la guerre relègue réellement et symboliquement les femmes dans leurs fonctions «traditionnelles». Si nul ne conteste la fécondité de cette «histoire des genres», beaucoup d'historiennes françaises se sont fait l'écho de la méfiance qu'éveille, dans l'Hexagone, les «études culturelles» à l'américaine, utilisant sans frein la déconstruction, la réduction de l'événement à un discours de pouvoir du dominant sur le dominé, voire à la fiction littéraire: bref, tous les excès du «post-modernisme» dont bien des éléments apparaissent aujourd'hui comme autant d'acquis dans le monde universitaire anglo-saxon. Pour notre collaborateur Roger Chartier, qui animait une table ronde consacrée à «La construction des identités sociales» et qui intervenait dans une session significativement intitulée «Fiction, narrativité, objectivité», s'il faut admettre que la catégorie de «social» ne désigne plus seulement des clivages qui sont d'ordre socioprofessionnels, mais également des polarités corporatives, politiques, territoriales ou sexuelles, l'attachement de l'historiographie à l'exigence de vérité doit être conservé. Même si cet attachement demande plus de sophistication qu'aux beaux jours de l'historiographie positiviste. Le chemin est étroit, dit-il, dans *L'Histoire et le métier d'historien en France*(3), «pour qui entend refuser, à la fois, la réduction de l'histoire à une activité littéraire de simple curiosité, libre et aléatoire, et une définition de sa scientificité calquée sur le modèle de la connaissance du monde physique».

Certains auteurs «gender», comme Joan Scott, se sont vu reprocher leur propension à produire des discours globalisants où le «genre» finit par

remplir la même fonction que la «classe» dans l'historiographie marxiste de naguère, reléguant l'individu dans la sphère infrapolitique. Or, pour Roger Chartier, il convient de montrer l'importance décisive des réseaux de relations et d'interdépendance dans lesquels les acteurs de l'histoire sont enveloppés, mais aussi de repenser le rôle des individus dans la construction des liens sociaux. À sa manière, la «microhistoire» d'origine italienne tente aussi de redonner à l'individu un statut d'objet historique, en appréhendant l'histoire «par le bas», dans son cours le plus quotidien. Comme l'a résumé joliment l'une des congressistes, «*les travaux et les jours sont l'essence de l'histoire et non son contrepoint*».

Affranchies ou non du «carcan» du féminisme militant, émondées ou non des excès du «post-modernisme», une constatation s'impose: les *gender studies* sont bel et bien installées au cœur des institutions scientifiques internationales, durablement, sans doute. Plus question de parler, à leur propos, de mode ou d'ultimes soubresauts du gauchisme américain, même si, à en croire l'un de ses tenants les plus radicaux, l'Américaine Carole Pateman, absente de Montréal, la nomination de quelques-unes des spécialistes de l'histoire des femmes n'infléchit pas, bien au contraire, l'ostracisme et la dénégation dont leur démarche continue de pâtir et que ne saurait expliquer, à elle seule, la difficulté théorique de certains de leurs travaux.

...Et à celle des minorités

Face à la marée montante des «études culturelles», le vieil humanisme et universalisme à la française apparaît sur la défensive, sinon sur la touche. Autre illustration du triomphe des *cultural studies*: l'attention portée par le congrès à l'étude des diasporas. Là encore, le regard historique se dégage de la frontière-ligne: l'histoire n'est plus forcément celle de ceux qui restent mais de ceux qui partent quelles que soient les causes de ce départ - politiques, idéologiques ou économiques - et quels que soient les motifs dont les partants l'habillent *a posteriori*.

L'expression «diaspora», traduction grecque de l'hébreu *Galouth*, évoque certes un contexte de souffrance et de persécution: la prise de Jérusalem par Nabuchodonosor, puis derechef par Titus. Et pourtant pour Natalie Zemon Davis, de l'université de Princeton, qui - signe des temps - coprésidait la séance avec un Israélien, Yosef Kaplan, si la diaspora n'a pas toujours été un lieu, ni une expérience, agréable à vivre, peut-être est-elle quelque chose de «bon à penser»(4). Ne fournit-elle pas un cadre permettant de penser l'appartenance nationale en dehors des structures de l'État, comme l'affirme l'Américain Jonathan Boyarin? Car une identité nationale de type diasporique se bâtit moins à partir d'une référence géographique ou étatique ancienne ou lointaine que par les pratiques culturelles auxquelles un groupe minoritaire a recours pour répondre au stimuli de son environnement d'accueil. Si, par exemple, les Issei - première génération d'immigrés japonais - se sont penchés sur la différence culturelle qui les distinguait des Canadiens, estime Ryo Yoshida, c'est dans le but de répondre au racisme qui faisait rage à Vancouver dans les années 20 et 30. D'une certaine manière, l'approfondissement de l'identité «diasporique» est, dans ce cas, une simple étape sur la route qui conduit à l'adaptation, à l'assimilation puis à la suppression des différences.

Mais le processus d'assimilation n'est jamais irréversible, pas plus que le cours de l'histoire n'est linéaire, comme le montre l'expérience des juifs européens au XX^e siècle ou celui des communautés indiennes disséminées aux quatre coins de l'empire britannique. L'Australien Brij Lal a pu, dans ce dernier cas, constater qu'alternaient, dans leur histoire, phases de fragmentation et phases de recomposition, ces dernières n'entraînant pas, bien entendu, le

retour *ipso facto* à une société archaïque, avec système de castes rigide et soumission absolue de la femme. La diaspora n'est pas plus la perpétuation d'archaïsmes douloureux qu'elle ne reproduit la société de départ en version originale. Shulamit Volkov, de l'université de Tel-Aviv, soulignait ainsi que le maintien des diasporas juives fait la preuve qu'un projet juif de modernité est pensable en dehors du cadre de l'état-nation israélien. Les «sociétés d'accueil» ne sont-elles pas amenées à modifier l'idée qu'elles se font de l'assimilation ou de l'intégration de leurs groupes minoritaires, et pas seulement des juifs? On ne saurait limiter à ces quelques aperçus le foisonnement d'une rencontre riche en tant de commissions et de tables rondes proposant chacune une lecture nouvelle et passionnante de l'histoire. Il aurait fallu évoquer la séance présidée par Michaël Marrus, consacrée à l'historiographie de la Shoah, à laquelle participaient Christopher Browning, Renée Poznanski ou encore l'Allemand Jurgen Förster. Il aurait fallu parler des nouvelles perspectives et analyses sur la Deuxième Guerre mondiale proposées par Henry Rousso, du nouveau et de l'attrait de l'histoire politique constatés par Jean-François Sirinelli, ou encore des débats suscités par l'histoire de la Révolution française, avec Michel Vovelle, et de tant d'autres champs et de pratiques de ce savoir diversifié qu'on appelle l'histoire...

Le même Michel Vovelle, habitué des rencontres internationales, évoquait à haute voix celle qui demeure, à ses yeux, une référence: le congrès de Rome, en 1955, qui marqua le triomphe de l'histoire sociale et de l'«école française». Au Québec, et quarante ans plus tard, l'histoire sociale existe encore, à côté d'autres écoles. Montréal marquera-t-il aussi une consécration? Si tel est le cas, ce sera, à n'en pas douter, celle de ce que l'on qualifiera peut-être, en 2035, d'«école américaine»...

Nicolas Weill -Le Monde, 8 septembre 1995

- (1) Eric Hobsbawm, *Nation et nationalisme depuis 1780: programme, mythe et réalités*, Gallimard, 1992.
- (2) Ernest Gellner, *Nation et nationalisme*, Payot, 1990.
- (3) Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 438 p., 150 F.
- (4) *Le Monde* du 19 juin a publié un texte de Natalie Zemon Davis consacré au même sujet.

HISTORIANS IN THE NEWS

For her outstanding contributions to Native history, *Olive Dickason* has been made a member of the Order of Canada. After working for 24 years as a journalist and raising her family, Dickason returned to the academy to pursue graduate work in Native history. A pioneer in the field, she completed her doctorate under the supervision of Cornelius Jaenen at the University of Ottawa. Author of *The Myth of the Savage* and *Canada's First Nations: A History of Founding Peoples from Earliest Times*, Dickason is currently working on a comparative study of first contacts in Canada, the United States and Mexico.

Ged Martin, of the University of Edinburgh, has recently been promoted to a personal chair in Canadian Studies, the first such professorship in the United Kingdom. In September of 1996 he will deliver the very prestigious Joanne Goodman Lectures at the University of Western Ontario.

To mark the retirement of *Bruce Hodgins*, the Department of History, Trent University, is hosting a one day conference and celebration in his honour, Friday May 17, 1996. "Politics: New Interpretations and Approaches" will feature presentations and papers by Bruce's colleagues and former students who will focus on a wide range of questions relating to political history, current political issues and their own political activism. Confirmed speakers include Professors Jamie Benidickson, Jane Errington and Jamie Allum. A reception and dinner will be held Friday evening. Admission to the conference is free but those attending must look after their own travel and accommodation as well as the dinner. For more information on this event contact Professor Joan Sangster, Chair, Department of History, Trent University, Peterborough K9J 7B8 (Jsangster@TrentU.ca).

Congrès de la S.H.C. 1997 Première annonce

Le congrès de la S.H.C. 1997 aura lieu à l'Université Memorial, à Saint-Jean de Terre-Neuve. La Société n'avait pas tenu de congrès à Saint-Jean depuis 1972 et son retour dans cette ville coïncide avec les célébrations que la province organise pour marquer le 500^e anniversaire du voyage de Jean Cabot.

Le comité du programme est déjà à l'oeuvre et annoncera les thèmes de la conférence dans la prochaine édition du Bulletin ainsi que dans la rubrique «demandes de communication».

Les membres de la S.H.C. qui souhaitent obtenir plus d'information à ce sujet ou qui ont des suggestions à faire sont priés de communiquer avec le Professeur J.K. Hiller, Président du comité du programme, département d'histoire, Université Memorial, Saint-Jean, Terre-Neuve, A1C 5S7 ou à l'adresse électronique: cha-97@morgan.ucs.mun.ca.

CHA Conference - 1997 Preliminary Notice

The 1997 CHA conference will be held at Memorial University in St. John's, Newfoundland. The Association has not met there since 1972, and its return coincides with provincial celebrations to mark the 500th anniversary of John Cabot's voyage.

The programme committee has started work, and will announce conference themes in the next Bulletin and the call for papers.

Members wanting further information, or to make suggestions concerning the conference, should contact Professor J.K. Hiller, Programme Committee Chair, History Department, Memorial University, St. John's, Newfoundland, A1C 5S7 or by e-mail: cha-97@morgan.ucs.mun.ca.